

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CENTRALE DE COMPENSATION

Nom commercial : LCH S.A.

Société anonyme au capital de 113.066.860,26 Euros

Siège social : 18 rue du Quatre Septembre 75002 Paris

692 032 485 RCS Paris

**Comptes annuels au 31 décembre 2025
approuvés par l'Assemblée Générale du 19 mai 2026****RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LCH S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessous est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de présentation des états financiers » de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• **Valorisation des immobilisations incorporelles (hors fonds commercial)**

Risque identifié	Notre réponse
Comme indiqué dans la note 17 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels, les immobilisations incorporelles (hors fonds commercial) sont inscrites au bilan pour un montant net de 100,2 millions d'euros au 31 décembre 2025.	Nos travaux ont consisté à évaluer le processus mis en place par votre société pour identifier les circonstances susceptibles de conduire à la capitalisation ou à la dépréciation des immobilisations incorporelles, ainsi qu'à en évaluer l'impact financier.
Pour les actifs incorporels déjà capitalisés, un test de dépréciation est réalisé chaque année, sur la base d'une revue de l'inventaire des logiciels avec le responsable d'activité. Pour les actifs en cours, cette revue est réalisée mensuellement avec le responsable d'activité afin de confirmer si le projet est en cours ou abandonné et d'évaluer les éventuels indicateurs de dépréciation.	Nous avons également apprécié les indices de perte de valeur sur l'ensemble des activités de votre société au 31 décembre 2025.
Les modalités de mise en œuvre des tests sont décrites dans le paragraphe « Test de dépréciation des immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels. Ces tests visent à identifier et évaluer des éventuels indicateurs de dépréciation.	Nous nous sommes entretenus avec la direction pour connaître les projets informatiques significatifs et nous avons étudié les rapports d'avancement et les comptes rendus de ces projets :
Nous avons considéré que la valorisation des immobilisations incorporelles (hors fonds commercial) est un point clé d'audit, car elle requiert l'exercice du jugement par la direction au niveau des hypothèses retenues notamment pour la détermination des actifs ayant fait l'objet d'indices de perte de valeur.	- En particulier, nous avons analysé la conception et la mise en œuvre des projets significatifs, et avons examiné les rapports d'avancement afin d'apprécier leur viabilité, de justifier les montants capitalisés et d'évaluer la nécessité éventuelle de comptabiliser des dépréciations. - De plus, nous avons analysé les approbations des comités d'investissement, le cas échéant. - Enfin, nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes annuels sur les résultats de ces tests de dépréciation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LCH S.A. par votre assemblée générale du 8 avril 2016 pour le cabinet BDO Paris et du 28 mars 2024 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet BDO Paris était dans la dixième année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris La Défense, le 4 mai 2026
Les commissaires aux comptes

BDO Paris
Représenté par Vincent Génibrel
Associé

Deloitte & Associés
Représenté par Jean-Vincent Coustel
Associé

ETATS FINANCIERS

AU

31 DECEMBRE 2025

Compte de résultat

	Note	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Intérêts et produits assimilés	1	467,9	931,5
Intérêts et charges assimilées	1	(477,8)	(895,4)
Commissions (produits)	2	223,4	239,6
Commissions (charges)	2	(21,7)	(24,8)
Produits sur opérations sur titres	3	72,4	48,0
Charges sur opérations sur titres	3	(0,9)	-
Produits sur opérations de change		0,3	-
Charges sur opérations de change		-	(0,3)
Autres produits d'exploitation bancaire	4	-	-
Autres charges d'exploitation bancaire	4	(6,6)	(30,0)
Produit net bancaire		257,0	268,6
Charges générales d'exploitation	5	(111,8)	(142,8)
Dotations aux amortissements et aux provisions	8	(22,6)	(22,2)
Résultat brut d'exploitation		122,6	103,6
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		122,6	103,6
Gains, pertes sur actifs immobilisés (+/-)	9	(2,9)	(11,9)
Résultat courant avant impôt		119,7	91,7
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	10	(34,7)	(26,3)
Dotations, reprises de FRBG et provisions règlementées		-	-
Résultat net		85,0	65,5

Etat de la situation financière

	Note	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Actif			
Banques centrales	11	-	0,1
Comptes ordinaires débiteurs		1,9	1,1
Prêts à la Banque Centrale et aux banques commerciales	11	14 990,9	18 978,9
Titres reçus en pension livrée et créances rattachées	12	732 383,1	687 527,8
Obligations et autres titres à revenu fixe	13	4 473,7	2 809,5
Autres titres détenus à long terme	14	0,7	0,7
Autres actifs	15	5 092,9	8 148,6
Comptes de régularisation	16	282,2	241,3
Immobilisations		120,9	113,8
<i>Immobilisations incorporelles</i>	17	109,3	102,8
<i>Immobilisations corporelles</i>	18	11,6	11,1
Total actif		757 346,3	717 821,8
Passif			
Dettes vis-à-vis des institutions financières	19	1 350,6	2 616,2
Dettes vis-à-vis de la clientèle	20	891,1	175,0
Titres donnés en pension livrée et dettes rattachées	12	732 383,1	687 527,7
Autres passifs	21	20 850,4	25 298,0
Comptes de régularisation	16	1 311,3	1 631,1
Provisions	22	5,7	4,6
Fonds pour risques bancaires généraux		0,3	0,3
Capitaux propres	23	553,9	568,9
<i>Capital social</i>		113,1	113,1
<i>Réserves</i>		44,6	44,6
<i>Report à nouveau</i>		311,2	345,7
<i>Résultat net</i>		85,0	65,5
Total passif		757 346,3	717 821,8
Hors bilan			
Engagements donnés			
<i>Engagements de garantie</i>		1 213 382,3	1 029 362,7
<i>Engagements sur titres</i>		780 393,7	744 341,5
Engagements reçus			
<i>Engagements de garantie</i>		1 240 838,9	1 059 283,8
<i>Engagements sur titres</i>		779 979,2	742 934,2

Notes annexes aux états financiers

Faits marquants de l'exercice

CDSClear

CDSClear compense la gamme la plus étendue de credit default swaps (CDS), dont les avantages sont liés à l'existence d'une structure de risque unique. Près de 100 indices de crédit et 500 émetteurs uniques, y compris des banques de référence CDS, sont éligibles à la compensation, dont un grand nombre exclusivement disponible sur CDSClear. CDSClear dispose d'une double autorisation (en vertu du règlement européen sur les infrastructures de marché – EMIR – en Europe, et aux Etats-Unis grâce à son enregistrement en tant que chambre de compensation de produits dérivés auprès de la Commodity Futures Trading Commission – CFTC – et en tant qu'agence de compensation auprès de la Securities and Exchange Commission – SEC). Le nombre de membres de CDSClear est de 30 (2024 : 28). Le montant notionnel total compensé a augmenté de 64 % pour atteindre 8,9 trillions d'euros, dont 2,3 trillions d'euros de notionnel client compensé, soit 2,3 fois par rapport à 2024. Les revenus de commissions de compensation pour l'année ont augmenté de 37 % pour atteindre 30,7 millions d'euros (2024 : 22,4 millions d'euros), principalement grâce à la hausse des commissions de compensation client (+83 % par rapport à 2024, avec un nouveau record atteint en septembre 2025), à l'intégration de nouveaux clients et FCM aux Etats-Unis, ainsi qu'à l'intégration de nouveaux membres. En outre, le restrike du contrat CDSClear a été signé pour la période 2025-2028 avec des frais fixes plus élevés.

Fixed Income

La compensation des pensions livrées (repos) et des obligations en numéraire par LCH SA a bien performé, avec une croissance exceptionnelle du nominal compensé atteignant 282,5 trillions d'euros sur l'année (+9 % vs 2024) sur 12 marchés de dettes souveraines européennes (France, Espagne, Italie, Belgique, Allemagne, Portugal, Finlande, Autriche, Pays-Bas, Irlande, Slovaquie et Slovaquie). Les revenus de commissions de compensation pour l'année ont augmenté de 18 % pour atteindre 132,9 millions d'euros (2024 : 112,7 millions d'euros). La hausse des revenus RepoClear en 2025 est principalement due à la croissance du marché, à l'activité des marchés, à l'élargissement de la base de membres et aux évolutions de la grille tarifaire. Cela conduit à des niveaux records de nominal et de côtés de transactions compensés en 2025. La dette italienne a généré plus de la moitié des revenus de compensation RepoClear en 2025.

Listed Derivatives and Cash Equities

LCH a fourni des services de compensation pour les produits dérivés cotés des marchés dérivés d'Euronext jusqu'à la migration vers Euronext CCP pour les produits sur matières premières le 12 juillet 2024 et pour les produits dérivés financiers le 6 septembre 2024.

Marge nette d'intérêts

Le revenu net de trésorerie correspond aux intérêts perçus sur les actifs monétaires déposés auprès de LCH au titre des dépôts de collatéral et des fonds de défaut. Les taux d'intérêt sont entrés en territoire positif en septembre 2022 à la suite de plusieurs décisions de la BCE en 2022 d'augmenter ses taux directeurs. Cette décision a des impacts significatifs sur la comptabilisation et la présentation des informations financières. LCH SA a commencé à verser des intérêts sur les collatéraux à ses membres, tandis que LCH percevait des intérêts sur ses placements. Les intérêts sur les collatéraux sont enregistrés en tant qu'intérêts dus aux membres au passif et les intérêts provenant des placements sont enregistrés à l'actif en créances, depuis septembre 2022. Le revenu net de trésorerie correspond au solde net entre les revenus des placements et les charges versées aux membres en compte de résultat.

Le revenu net de trésorerie total de LCH pour 2025 a diminué à 38,0 millions d'euros (2024 : 49,8 millions d'euros), en raison d'un niveau de collatéral en espèces plus faible (-2 Md€ à 17,2 Md€), combiné à un rendement en points de base moindre (-3,9 pb vs 2024 à 26,0 pb). La baisse du collatéral en espèces est principalement due à la migration des produits dérivés cotés vers Euronext CCP au T3-2024 et à deux modifications tarifaires (-2 pb sur la marge initiale du collatéral en espèces en nov-24 et avr-25).

Activités de recherche et développement

En 2025, la Société n'a pas sollicité d'aide publique sous forme de crédit d'impôt recherche (CIR), aucune activité de développement n'ayant été réalisée au cours de l'exercice, contrairement aux périodes précédentes durant lesquelles de telles activités avaient été menées dans le cadre de DigitalAssetClear.

Charges diverses d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué de 21,8 % pour s'établir à 111,7 millions d'euros (2024 : 142,8 millions d'euros). Cette diminution s'explique principalement par la provision de restructuration de 15 millions d'euros comptabilisée en mai 2024, qui est reprise au rythme des dépenses associées. Elle reflète également l'impact des mesures strictes de maîtrise des coûts mises en œuvre au cours de l'exercice.

Plan de restructuration

A la suite de la cessation des activités sur dérivés et cash, un plan de restructuration a été annoncé par LCH SA en février 2024. LCH SA a comptabilisé une provision de 15 millions d'euros en mai 2024, ramenée à 8,2 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Présentation des états financiers annuels

En tant qu'établissement financier, Banque Centrale de Compensation (BCC), exerçant sous la dénomination commerciale LCH SA, est tenue d'établir et de publier des états financiers annuels (bilan, hors-bilan et compte de résultat) conformément aux articles ANC n° 2014-07 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03, dans leur version en vigueur à la date de clôture.

Depuis la fusion des chambres de compensation d'Amsterdam et de Bruxelles au sein de LCH SA le 1^{er} février 2001 et la création correspondante de deux nouvelles succursales à Amsterdam et à Bruxelles (Banque Centrale de Compensation Amsterdam et Banque Centrale de Compensation Bruxelles), les comptes de ces deux succursales ont été intégrés dans ceux de LCH SA. En outre, le périmètre comptable de LCH SA inclut l'activité d'un établissement basé à Porto, à la suite de l'acquisition auprès de NYSE Euronext de la chambre de compensation portugaise le 15 juillet 2003.

La présentation en comptabilité de gestion du bilan et du compte de résultat inclut les caractéristiques spécifiques suivantes :

Bilan

Compte tenu de leur importance, les actifs et passifs liés à l'activité de chambre de compensation de la Banque Centrale de Compensation ainsi qu'à ses opérations de gestion de trésorerie sont présentés séparément, une analyse détaillée de chaque poste étant fournie en annexe aux états financiers.

Les opérations de repo livrées sur le marché OTC sont présentées sur une base non compensée. Le montant inscrit à l'actif représente les prêts de trésorerie pour lesquels des titres ont été reçus au titre de pensions à l'envers, le montant inscrit au passif représente les emprunts de trésorerie pour lesquels des titres ont été livrés au titre de pensions livrées. Les pensions livrées et à l'envers négociées mais non encore dénouées sont enregistrées en engagements hors bilan. LCH SA conserve un engagement de bonne fin à l'égard tant du prêteur que de l'emprunteur.

Les engagements liés aux opérations de compensation sont transférés au bilan à la date effective de dénouement. En cas de fait to deliver à cette date, les opérations de compensation apparaissent et demeurent dans les comptes d'ajustement du bilan jusqu'à la date effective de dénouement.

Engagements hors bilan

Les engagements liés aux opérations de compensation ont été séparés des engagements commerciaux et des engagements de gestion de trésorerie.

Les informations fournies dans les états financiers sont assorties des notes suivantes, présentées conformément aux ANC n° 2014-07 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03, dans leur version en vigueur à la date de clôture, mentionnés ci-dessus, et comprennent toutes les informations significatives nécessaires pour donner une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière, de l'exposition et du résultat de la Banque Centrale de Compensation.

Principes et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis et présentés conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit en France et sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, tel que modifié notamment par les règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03, dans leurs versions en vigueur à la date de clôture.

Les principaux principes comptables et règles d'évaluation sont détaillés ci-après.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors taxes déductible (TVA).

Les coûts informatiques sont immobilisés au bilan conformément selon les règles définies par le règlement ANC 2014-03.

Les logiciels développés en interne sont évalués sur la base des coûts directs de développement qui incluent principalement le nombre de jours homme consacrés aux étapes menant des spécifications techniques à la recette.

Les immobilisations sont amorties linéairement en fonction de la durée de vie estimée et de la manière suivante :

Logiciels développés en interne	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans
Agencements et installations	10 ans
Equipement de bureau	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles en cours de développement font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquent en cas d'événements ou de changements de circonstances indiquant que la valeur comptable de l'actif pourrait ne pas être entièrement recouvrable. Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des événements ou des changements de circonstances indiquant que la valeur comptable de l'actif immobilisé pourrait ne pas être entièrement recouvrable.

Aux fins des tests de dépréciation, les immobilisations incorporelles sont affectées aux unités génératrices de trésorerie suivies par la direction, généralement au niveau de l'entité juridique. L'analyse de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle affectée à ces unités génératrices de trésorerie avec son montant recouvrable, qui correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée par référence au montant auquel l'actif pourrait être cédé, diminué des coûts associés à la vente.

La valeur d'usage est calculée en déterminant les rentrées de fonds futures attendues qui peuvent être tirées du maintien en service de l'actif, y compris celles découlant de sa cession définitive, en appliquant un taux d'actualisation avant impôts fixé en fonction du marché. La valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles est corrigée de toute perte de valeur et cette perte est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elle survient.

La valeur comptable des immobilisations incorporelles attribuées à une unité génératrice de trésorerie est prise en compte pour déterminer les gains ou pertes associés à la cession de celle-ci.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur d'utilité devient inférieure à la valeur comptable.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances et les dettes d'exploitation sont évaluées à leur coût historique et ont une maturité de moins d'un mois.

Les provisions pour créances douteuses sont évaluées individuellement et sont enregistrées en déduction directe de la valeur relative à ces créances.

Emprunt de titres

LCH SA a activé le Bond borrowing afin de faire diminuer le nombre de suspens sur le marché RepoClear. Ils sont comptabilisés en emprunt de titres et dettes sur emprunt de titres conformément à l'article Art 2361-1 de ANC n° 2014-07 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03, dans leur version en vigueur à la date de clôture.

Titres de Placement

Les investissements en titres réalisés dans le cadre de la gestion de trésorerie sont enregistrés en Titres de Placement et valorisés selon la méthode LOCOM - Lower of Cost or Market, plus petite valeur entre le coût d'entrée et la juste valeur - conformément au règlement ANC 2014-07 §1111-1 à 1124-61 et §3111-1 à 3111-5.

Opérations avec les Membres Compensateurs

Les opérations réalisées avec les Membres Compensateurs sont évaluées au prix quotidien de marché qui est utilisé comme référence dans les calculs des appels de marge. Les positions au Bilan reflètent donc exactement les encours dus ou à recevoir des Membres Compensateurs au titre de leur activité.

- Les pensions livrées et prises en pension sont désormais spécifiquement identifiées à l'actif et au passif en cohérence avec le PCEC.
- Les pensions livrées et prises en pension avec les Membres Compensateurs sont valorisées à la juste valeur. Aucune compensation n'est appliquée.
- Les dérivés sont évalués à la juste valeur.

Opérations sur instruments dérivés

LCH SA ne réalise aucune opération sur dérivés pour compte propre selon les exigences de l'European Market Infrastructure Regulation (EMIR).

Fonds pour risques bancaires généraux

En application du règlement CRBF 90.02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, un Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) a été constitué par LCH SA en vue de couvrir les risques éventuels liés à son activité.

Provisions pour risques et charges

Conformément à l'ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan comptable générale tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, LCH SA comptabilise une provision en tant que passif dans son bilan lorsqu'elle considère qu'un événement crée une obligation envers un tiers susceptible d'entraîner une sortie de ressources économiques au profit de ce tiers pour éteindre cette obligation, sans contrepartie d'une entrée de valeur proportionnelle.

LCH SA constitue ainsi des provisions pour couvrir ses risques commerciaux, évalue ses engagements de retraite au titre des régimes à prestations définies selon la méthode « préférentielle » (méthode des unités de crédit projetées), et comptabilise les provisions correspondant aux engagements de retraite en tant que passifs dans son bilan.

Les provisions pour engagements sociaux ont été calculées par un actuair indépendant sur la base des évolutions d'effectifs (turnover, ancienneté) et sont déterminées conformément à la méthode des unités de crédit projetées. Elles couvrent les engagements au titre des retraites et des médailles du travail.

Dans le cours normal de ses activités, LCH SA reçoit des réclamations juridiques relatives à des sujets commerciaux, sociaux ou autres. Lorsqu'une réclamation est susceptible, plus probablement qu'improbablement, d'entraîner une sortie de ressources économiques pour LCH SA (et qu'elle est mesurable), une provision est constituée représentant le coût attendu du règlement de cette réclamation.

Rémunération en actions

La Société met en place des plans de rémunération fondés sur des actions pour ses employés, réglés en actions de la société mère ultime, London Stock Exchange Group plc. La charge comptabilisée au compte de résultat est déterminée sur la base de la juste valeur des options attribuées ou des actions accordées à la date d'attribution, celle-ci constituant une mesure indirecte de la valeur des services rendus par les employés à la Société, et est constatée sur la période d'acquisition correspondante.

Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement (règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03, dans leur version en vigueur à la date de clôture.).

Changement de présentation des états financiers

L'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, tel que complété pour les établissements de crédit par le règlement ANC n° 2023-03 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, introduit notamment (i) la suppression de la technique de transfert de charges et (ii) une nouvelle définition du résultat exceptionnel, qui a pour effet de reclasser certaines opérations, précédemment classées en exceptionnel, en opérationnel ou financier, n'apporte aucun changement aux chiffres donnés précédemment.

1. Intérêts et produits/(charges) assimilés

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1
Intérêts sur appels de marge	117,4	222,1
Intérêts reçus de la Banque Centrale	350,5	710,3
Intérêts et produits assimilés	467,9	931,5
Intérêts payés à la Banque Centrale	-	-
Intérêts payés sur comptes ordinaires créditeurs	(0,3)	(0,2)
Autres intérêts payés sur dépôts de garantie	(477,5)	(895,2)
Intérêts et charges assimilées	(477,8)	(895,4)
Intérêts et produits/(charges) assimilés	(10,1)	36,1

Les revenus de trésorerie nets sont constitués du net entre les revenus issus des investissements et les charges d'intérêts payés aux membres dans le compte de résultat. Les intérêts sur appels de marge sont calculés sur la base des appels de marge, des fonds de garantie et des dettes vis-à-vis des institutions financières et de la clientèle.

En 2025, le portefeuille d'investissement a été principalement alloué aux opérations de reverse repos et aux obligations plutôt qu'aux dépôts auprès de la Banque centrale. Ce changement a entraîné une diminution des intérêts et produits assimilés, comparée aux gains enregistrés en produits et opérations sur titres en note 3, tandis que les intérêts payés sur les dépôts de garantie sont restés un principe constant.

2. Commissions

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Actions au comptant	-	1,9
Dérivés	-	35,5
Fixed Income	133,0	112,7
CDS	30,7	22,4
Commissions de compensation	163,7	172,5
Autres ventes et prestations de service	21,0	29,7
Frais de connectivité	0,4	2,3
Commission de gestion des titres	38,3	35,2
Commissions (produits)	223,4	239,6
Frais de dénouement et frais bancaires	(21,7)	(24,8)
Commissions (charges)	(21,7)	(24,8)

Les produits proviennent des services de compensation et autres services post-négociation, y compris des produits financiers générés sur les actifs reçus en garantie. Le chiffre d'affaires s'entend net des rabais, des taxes relatives aux ventes et de certains accords de partage des recettes.

Les produits des commissions de compensation et les réductions associées, ainsi que les produits des autres commissions et les frais de règlement-livraison sont constatés transaction par transaction ou, pour les commissions forfaitaires annuelles, chaque mois à terme échu, conformément aux barèmes de commission de la Société.

Les autres services post-négociation comprennent les recettes liées aux services de connexion client, qui sont comptabilisées en recettes imputées linéairement sur la durée de la prestation afin de refléter son caractère continu.

Les contrats conclus avec des clients à l'échelle de la Société qui comportent une seule obligation de performance à un prix fixe ne nécessitent pas la détermination d'une contrainte à la part variable du paiement ni son attribution à des obligations de performance multiples. Toutefois, la Société assure également des prestations à ses clients selon une structure par niveaux et une tarification différenciée, ce qui introduit un certain degré de variabilité dans les recettes liées au contrat. Lorsque les recettes futures liées au contrat varient en fonction de facteurs indépendants de la volonté de la Société, la Société limite le prix total de la transaction au moment de la signature du contrat et comptabilise le chiffre d'affaires minimum attendu et garanti par les conditions du contrat. Toute part variable est ensuite comptabilisée sur la période à laquelle elle se matérialise.

Pour les **actions au comptant** et les **produits dérivés** (indices et matières premières), aucune transaction n'a été enregistrée en 2025 à la suite de la sortie Euronext.

Sur les **marchés de taux (Fixed Income)**, le chiffre d'affaires a augmenté de 18 % en 2025 pour atteindre 133,0 millions d'euros (2024 : 112,7 millions d'euros), principalement grâce à la croissance du marché, à l'activité du marché à l'extension de l'adhésion et aux changements dans la grille tarifaire.

Sur le **marché CDS**, les revenus de compensation de CDS Clear sont constitués de 9 membres généraux illimités, 8 membres select et 1 membre général variable. Les revenus de compensation client ont fortement augmenté de 3,6 millions d'euros par rapport à l'année précédente soit de +83 % (2025 pour 7,8 millions d'euros vs 2024 pour 4,3 millions d'euros), portés par l'intégration de nouveaux clients et de FCM aux Etats-Unis, ainsi que par l'intégration de nouveaux membres. Les frais périodiques sont constitués de frais de structure de comptes facturés au début de chaque semestre.

Les commissions sur les garanties augmentent à 38,3 millions d'euros (2024 : 35,2 millions d'euros), reflétant une proportion plus importante de dépôt de garantie en titres.

Les frais de règlement refacturés aux membres compensateurs et les frais bancaires diminuent à 21,7 millions d'euros (2024 : 24,8 millions d'euros). Ceci est expliqué par le décommissionnement de l'activité Cash et Dérivés en 2024.

3. Produits/(charges) sur opérations sur titre

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Intérêts sur titres reçus en pension livrée	42,0	39,0
Intérêts sur titres de placement	30,4	9,1
Etalement de la prime sur titres de placement	-	-
Produits sur opérations sur titres	72,4	48,0
Frais d'acquisition sur titres de placement	(0,0)	-
Etalement de la prime sur titres de placement	(0,3)	-
Plus et moins-values de cession	-	-
Reprise/(Provisions) sur titres de placement	(0,6)	-
Charges sur opérations sur titres	(0,9)	-

Le montant des Intérêts sur titres reçus en pension livrée a augmenté de 3 millions d'euros et les intérêts sur obligations ont augmenté de 21,3 millions d'euros en 2025 dû à un changement de stratégie d'investissement avec une plus forte allocation de ces positions à la place du prêt à la Banque de France.

4. Autres produits/(Autres charges) d'exploitation bancaire

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Charges refacturées à des sociétés du groupe	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	-	-
Accord de partage de revenus sur les produits dérivés cotés	-	(24,5)
Accord de partage d'excédent sur l'activité CDS	(6,6)	(5,5)
Accord de partage de revenus	(6,6)	(30,0)
Autres charges d'exploitation bancaire	(6,6)	(30,0)

Les montants inclus dans les autres charges d'exploitation bancaire sont relatifs aux accords de partage de profit ou de revenus en vertu desquels, dans le cadre d'un accord d'exploitation, les montants doivent être reversés soit aux autres parties à l'accord d'exploitation soit aux clients compensateurs.

Un accord sur l'activité CDS a été signé en avril 2014, et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Le partage de profit correspondant pour 2025 s'élève à 6,6 millions d'euros (2024 : 5,5 millions d'euros).

Un accord de partage de revenus sur les produits dérivés cotés, appliqué à partir de janvier 2019, a été signé avec Euronext en octobre 2017. Dans le cadre de cet accord, un montant net de rétrocession de 0,0 millions d'euros a été versé à Euronext (2024 : 24,5 millions d'euros). La variation négative de cette rétrocession s'explique par la migration des activités Dérivés (Dérivés matières premières au 12 juillet 2024 et Dérivés financiers au 6 septembre 2024) et Cash (Equiduct au 15 novembre 2024).

5. Charges générales d’exploitation

	Note	2025 (en millions d’euros)	2024 (en millions d’euros)
Charges de personnel	6	(48,6)	(63,7)
Services extérieurs	7	(58,6)	(74,3)
Autres impôts et taxes		(2,8)	(3,2)
Autres charges générales d’exploitation		(1,7)	(1,6)
Charges diverses d’exploitation		(111,7)	(142,8)

Les charges diverses d’exploitation incluent les jetons de présence en 2025 pour 0.6 million d’euros.

6. Charges de personnel

	2025 (en millions d’euros)	2024 (en millions d’euros)
Salaires et traitements	(24,8)	(39,8)
Charges de retraite et autres charges sociales	(16,1)	(15,8)
Participation des salariés	(4,6)	(5,9)
Impôts, taxes et versement assimilés sur rémunération	(3,1)	(2,2)
Charges de personnel	(48,6)	(63,7)

La participation des salariés au titre de l’exercice 2025, est de ,5 millions d’euros (2024 : 5,9 millions d’euros). La participation des salariés est une contribution légale aux employés sur le résultat net de l’an passé.

Les salaires ont diminué de 15 millions d’euros en 2025, principalement en raison du plan de restructuration mené en 2025.

A fin décembre 2025, l’effectif de la société (salariés permanents) à Paris était de 251 (2024 : 235).

7. Services extérieurs

	2025 (en millions d’euros)	2024 (en millions d’euros)
Personnel extérieur	(7,1)	(10,2)
Autres charges liées au personnel	1,3	(1,0)
Charges informatiques	(26,0)	(37,8)
Charges immobilières	(6,4)	(4,9)
Autres services extérieurs	(20,4)	(20,3)
Services extérieurs	(58,6)	(74,3)

Le montant total des services extérieurs a baissé à 58,6 millions d’euros (2024 : 74,3 millions d’euros).

Le personnel extérieur incluant le personnel intérimaire et consultant a baissé à 7,1 millions d’euros (2024 : 10,2 millions d’euros).

Les autres charges liées au personnel ont augmenté à 1,3 millions d’euros (2024 : 1,0 millions d’euros).

Les coûts informatiques d’exploitation ont diminué à 26,0 millions d’euros (2024 : 37,8 millions d’euros) à la suite de la renégociation du contrat avec le prestataire informatique

Les dépenses immobilières ont augmenté à 6,4 millions d’euros (2024 : 4,9 millions d’euros), en raison du renouvellement du contrat de location du Centorial et d’une période de gratuité applicable en 2024.

Les autres services externes sont restés stables à 20,4 millions d’euros (2024 : 20,3 millions d’euros).

Ils incluent les honoraires provisionnés des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2025, qui s'élèvent à :

	Deloitte	BDO	Deloitte	BDO
	2025		2024	
Service d'audit	308 300	336 500	210 000	267 000
Revue spéciale pour le comité d'entreprise	-	-	-	-
Service audit PCAOB	-	93 650	-	92 000
Total honoraires	308 300	430 150	210 000	359 000

8. Dotations aux amortissements et aux provisions

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Amortissements incorporels	(20,0)	(21,6)
Amortissements corporels	(1,6)	(1,6)
Dépréciations	-	-
Dotations aux amortissements	(21,6)	(23,2)
Dotations aux provisions d'exploitation	-	-
(Reprise)/Dotations aux provisions pour engagements sociaux	(1,0)	1,0
Dotation aux provisions	(1,0)	1,0
Dotations aux amortissements et aux provisions	(22,6)	(22,2)

Les amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles ont diminué en 2025 à 20,0 millions d'euros (2024 : 21,6 millions d'euros).

Les amortissements des immobilisations corporelles sont restés constant à hauteur de 1,6 million d'euros (2024 : 1,6 million d'euros).

Les provisions pour engagements sociaux ont été reprises et représentent 1,0 millions d'euros (2024 : 1,0 millions d'euros).

9. Gains et pertes sur actifs immobilisés

La valeur nette comptable des immobilisations cédées s'élève à 2,9 millions d'euros en 2025 (2024 : 2,1 millions d'euros). L'écart de 2,9 millions d'euros est principalement lié à une mise à jour des charges de dépréciation sur des immobilisations dont la valeur comptable individuelle est inférieure à 220 £.

10. Impôt sur les bénéfices

Un accord multilatéral de prix de transfert (Advanced Pricing Agreement - APA) signé conjointement par les représentants des autorités fiscales françaises, belges et néerlandaises était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004 et a été renouvelé en avril 2014 jusqu'au 31 décembre 2015.

Cet accord prévoit la répartition des bénéfices générés conjointement par la Banque Centrale de Compensation (dont le siège social est à Paris) et ses succursales des Pays-Bas et de Belgique.

L'établissement portugais de LCH SA n'étant pas considéré comme un établissement stable au sens du droit fiscal, ses actifs et opérations sont agrégés à ceux de sa société mère, résidente fiscale française. En conséquence, LCH SA ne constate pas de charge d'impôt sur les bénéfices vis-à-vis de l'administration fiscale portugaise.

Le taux d'imposition est de 25 % en France et de 25,8 % aux Pays-Bas.

LCH SA a reçu un avis de vérification comptable et fiscale daté du 10 novembre 2023 portant sur les exercices 2021 et 2022. A la suite d'un contrôle fiscal lancé en janvier 2024, l'Administration fiscale française a notifié à LCH SA, le 13 juin, un redressement fiscal de 6,1 millions d'euros, en raison de la clé d'allocation historique utilisée dans le cadre de l'Accord Préalable en Prix de Transfert (APA) (8 % au lieu de 15 % qui aurait dû être appliqué). Après plusieurs échanges avec l'Administration fiscale française, une nouvelle méthodologie de calcul de cette clé d'allocation a été validée, satisfaisant les deux parties (confirmé par l'avis de confirmation reçu le 25 novembre). Le redressement fiscal a ainsi été ramené à 1,5 million d'euros. Le paiement de ce redressement fiscal a été effectué le 27 janvier 2025.

A partir de cette confirmation et du paiement, l'autorité fiscale française, au nom de LCH engagera des discussions avec l'autorité fiscale néerlandaise pour récupérer le montant (ce processus est commun et couvert par la convention fiscale franco-néerlandaise).

Il convient de noter que le redressement a été comptabilisé en passif fiscal et car il était probable que LCH doive le payer tandis qu'un actif fiscal a été enregistré car il était probable que LCH puisse le récupérer.

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Impôt français	(33,1)	(23,7)
Impôt belge	-	-
Impôt néerlandais	(1,6)	(2,5)
Impôt sur les bénéfices	(34,7)	(26,3)

11. Dépôts et prêts auprès des Banques centrales et des Banques commerciales

LCH SA négocie directement sur le marché monétaire, y investissant sa trésorerie propre et celle reçue en garantie de ses membres compensateurs

Sur le total des comptes de trésorerie de 14 990,9 millions d'euros (2024 : 18 978,9 millions d'euros) :

- LCH SA investit une partie de sa trésorerie dans un prêt à court terme auprès de la Banque de France, pour un montant de 14 988,8 millions d'euros (2024 : 18 977,3 millions d'euros), pour lequel LCH SA comptabilise des intérêts à recevoir d'un montant de 0,8 million d'euros.

Au 31 décembre 2025, 69,9 millions d'euros (2024 : 65,3 millions d'euros) des fonds propres de la société sont affectés aux réserves « Skin in the Game » mises de côté par la Chambre pour le risque de défaut.

12. Titres reçus et donnés en pension

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Titres reçus en pension livrée	731 639,6	686 182,9
Intérêts courus à recevoir/(à payer)	743,5	1 344,9
Titres reçus en pension livrée et créances rattachées	732 383,1	687 527,8

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Titres donnés en pension livrée	(731 639,6)	(686 182,9)
Intérêts courus (à payer)/(à recevoir)	(743,5)	(1 344,8)
Titres donnés en pension livrée et dettes rattachées	(732 383,1)	(687 527,7)

Les opérations de pensions livrées sur les marchés de gré à gré sont présentées sur une base non compensée. Les montants inscrits à l'actif au titre des « pensions à l'envers » représentent les prêts de trésorerie garantis par les titres reçus en collatéral ; à l'inverse, les montants inscrits au passif au titre des « pensions livrées » représentent les emprunts de trésorerie reçus en contrepartie des titres remis en collatéral. Les opérations de pensions livrées conclues sur le marché mais non encore dénouées sont enregistrées en hors-bilan.

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Etablissements de Crédit	523 926,0	475 642,6
Clientèles Financières	110 673,7	111 168,8
Partenaire d'interopérabilité – Euronext Clearing	97 783,4	100 716,4
Titres reçus en pension livrée et créances rattachées	732 383,1	687 527,8

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Etablissements de Crédit	(538 145,3)	(514 387,2)
Clientèles Financières	(129 808,6)	(138 141,8)
Partenaire d'interopérabilité – Euronext Clearing	(64 429,2)	(34 998,7)
Titres donnés en pension livrée et dettes rattachées	(732 383,1)	(687 527,7)

Titres faisant l'objet d'un contrat de revente par tranche d'échéance :

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Maturité à moins de 1 mois	679 264,2	634 146,2
Maturité à moins de 3 mois	33 360,6	28 809,4
Maturité à moins de 6 mois	13 216,6	18 424,4
Maturité à moins de 12 mois	6 541,7	6 147,7
Maturité supérieure à 12 mois	-	-
Titres reçus et donnés en pension livrée	732 383,1	687 527,7

13. Titres de placement : Obligations et autres titres à revenu fixe

La Société a la possibilité d'investir ses liquidités dans trois types de support d'investissement : le dépôt à vue auprès des Banques centrales (cf. note 11 sur les comptes auprès des Banques centrales), les titres reçus en pension livrée et les titres de dettes émis par des émetteurs dont la qualité de signature est très élevée.

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Titres de transaction	411,5	745,6
Titres d'investissement	-	-
Titres de placement	2 938,5	650,0
Titres reçus en pension	1 123,7	1 414,0
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 473,7	2 809,5

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Maturité à moins de 1 mois	1 417,7	1 909,9
Maturité à moins de 3 mois	1 082,1	550,7
Maturité à moins de 6 mois	1 311,7	-
Maturité à moins de 12 mois	632,5	350,0
Maturité supérieure à 12 mois	29,7	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 473,7	2 809,5

La valorisation des titres de placement selon la méthode LOCOM au 31 décembre 2025 est de 4 473,7 millions d'euros (2024 : 2 809,5 millions d'euros).

- Dont pensions au jour le jour pour 1 123,7 millions d'euros
- Dont 2 938,5 millions d'euros en titres de placement
- Dont 411,5 millions d'euros d'auto-borrowing

14. Autres titres détenus à long terme

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
SWIFT	0,7	0,7
Autres titres détenus à long terme	0,7	0,7

Au 31 décembre 2025, LCH SA détenait une participation de 664 520 euros dans le capital de SWIFT (2024 : 664 520 euros). Cette participation résulte de l'attribution systématique d'actions SWIFT à LCH SA, fondée sur le volume de messages transmis par LCH à ses membres compensateurs via le système SWIFT. La société SWIFT est une entreprise cotée en bourse.

15. Autres actifs

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Dépôt de garantie versé à Euronext Clearing	3 989,5	5 217,9
Intérêts à recevoir sur dépôts de garantie	26,3	47,2
Couverture sur événement de crédit à recevoir	1 050,6	2 859,1
Créances clients	17,8	15,6
Créances fiscales	1,8	1,5
Recharges facturées aux sociétés de Groupe	1,9	0,4
Autres débiteurs	5,0	6,9
Autres Actifs	5 092,9	8 148,6

Dépôt de garantie *Euronext Clearing*

LCH SA verse quotidiennement un dépôt de garantie à la Chambre de Compensation Italienne *Euronext Clearing* en vue de couvrir les positions prises par ses adhérents dont les contreparties sont compensées par Euronext Clearing. De la même manière, LCH SA collecte auprès de la Euronext Clearing un dépôt de garantie visant à couvrir les positions prises par les adhérents de cette dernière qui ont traité avec les adhérents de LCH SA.

Intérêts à recevoir sur dépôts de garantie

En 2025, les intérêts sur dépôts de garantie à recevoir des membres comprennent seulement les intérêts à recevoir d'Euronext Clearing et s'élèvent à 26,3 millions d'euros (2024 : 47,2 millions d'euros)

Couverture sur événement de crédit à recevoir

Sur le marché CDS, un événement de crédit a justifié un appel de couverture cette année pour 1 050,6 millions d'euros (2024 : 2 859,1 millions d'euros). Cette opération est entièrement reflétée au passif – couverture sur événement de crédit à payer pour 1 050,6 millions d'euros. – cf. note 21.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients par la Société sont essentiellement constituées des commissions de compensation qui sont prélevées directement sur le compte des membres compensateurs au dixième jour ouvré du mois suivant la transaction.

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Clients	17,8	15,6
Clients douteux	-	-
Créances clients et comptes rattachés	17,8	15,6

Au 31 décembre 2025, il n'y avait aucune créance douteuse.

Autres débiteurs

Les autres débiteurs ont baissé à 5,0 millions d'euros en 2025 (2024 : 6,9 millions d'euros).

16. Comptes de régularisation

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Charges payées d'avance	6,1	4,0
Comptes de suspens (actif)	0,0	1,4
Comptes de liaison (actif)	202,8	161,3
Juste-valeur des instruments dérivés (actif)	73,4	74,6
Primes sur option (actif)	-	-
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes de régularisation - Actif	282,3	241,3

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Produits constatés d'avance	0,9	1,3
Comptes de suspens (passif)	415,9	747,1
Comptes de liaison (passif)	789,2	786,3
Juste-valeur des instruments dérivés (passif)	73,4	74,6
Primes sur option (passif)	-	-
Facture non parvenue	28,0	18,6
Autres provisions	3,8	3,1
Comptes de régularisation - Passif	1 311,2	1 631,1

Comptes de suspens

Les positions de portage incluses dans les comptes d'attente représentent le montant restant dû par LCH SA en cas de défaut de membres et sont calculées sur la base du montant net des transactions en cours sur les volets acheteur et vendeur des marchés Fixed Income, par devise d'origine. Ces montants peuvent varier en fonction de l'activité des membres compensateurs.

Le portage créditeur est 415,9 millions d'euros en 2025 (2024 : 747,1 millions d'euros), exclusivement sur le marché RepoClear.

Comptes de règlement

Les comptes de liaison à recevoir inclus dans les comptes de règlement s'élèvent à 202,8 millions d'euros en 2025 (2024 : 161,3 millions d'euros) et les comptes de liaison à payer s'élèvent à 789,2 millions d'euros en 2025 (2024 : 786,3 millions d'euros).

Marge de variation

Cela concerne spécifiquement les transactions sur dérivés. Les marges de variation positives pouvant être récupérées par les membres compensateurs sont comptabilisées en passif. Les marges de variation négatives représentent des montants à recevoir par la chambre de compensation et sont donc enregistrées en « actif au titre des marges à recevoir des membres compensateurs ».

Les marges à recevoir ou à verser sont calculées et appelées quotidiennement sur la base de la position de chaque membre compensateur. La marge à recevoir de ou à verser à chaque membre compensateur correspond à la différence entre la valeur de règlement quotidienne de la position du membre compensateur et celle du jour précédent.

Les credit default swaps sont valorisés à 73,4 millions d'euros en 2025 (2024 : 74,6 millions d'euros) selon la méthode de la juste valeur.

Factures non parvenues

Au 31 décembre 2025, les dettes fournisseurs s'élevaient à 28,1 millions d'euros (2024 : 18,6 millions d'euros). Les principaux montants concernent CDC Clear Ltd pour un montant de 6,5 millions d'euros (2024 : 3,4 millions d'euros), correspondant aux rétrocessions au titre des accords de partage de revenus, ainsi qu'à la provision pour charges générales pour 21,6 millions d'euros (2024 : 15,5 millions d'euros).

17. Immobilisations incorporelles

Valeur brute	2024 (en millions d'euros)	Acquisitions	Mises en production	Cessions / Dépréciatio n / Transfert	2025 (en millions d'euros)
Fonds commercial	52,7	-	-	-	52,7
Logiciels	243,8	-	35,9	(58,1)	221,6
Immobilisations incorporelles en cours	39,2	28,4	(36,0)	-	32,6
Immobilisations incorporelles brutes	335,7	28,4	-	(58,1)	306,9

Amortissements	2024 (en millions d'euros)	Provisions	Reprises	Diminution de valeur	2025 (en millions d'euros)
Fonds commercial	43,6	-	-	-	43,6
Logiciels	189,3	22,9	-	(58,1)	154,0
Amortissements des Immobilisations incorporelles	232,9	22,9	-	(58,1)	197,6
Immobilisations incorporelles nettes	102,8				109,3

Les immobilisations correspondent aux actifs amortissables et aux immobilisations en cours. Ces dernières comprennent les logiciels en cours de développement ainsi que divers actifs corporels qui ne sont pas encore mis en service. Dès leur mise en service, ces actifs sont amortis conformément aux principes énoncés dans la section « Principes et méthodes comptables – Immobilisations, amortissements et dépréciations » en page 6.

Test de dépréciation des immobilisations incorporelles

Comme en dispose le règlement ANC 2015-06, la Société a analysé la nature des autres immobilisations incorporelles et confirme qu'elles sont uniquement composées d'immobilisations incorporelles ; en conséquence, la Société effectue annuellement un test de dépréciation sur les immobilisations incorporelles en décembre de chaque année, ou de manière plus fréquente si les circonstances montrent qu'une dépréciation est probable.

Pour les actifs incorporels déjà capitalisés, un test de dépréciation est réalisé chaque année, sur la base d'une revue de l'inventaire des logiciels avec le responsable d'activité. Pour les actifs en cours, cette revue est réalisée mensuellement avec le responsable d'activité afin de confirmer si le projet est en cours ou abandonné et d'évaluer les éventuels indicateurs de dépréciation.

Le fonds commercial est relatif aux acquisitions des succursales d'Amsterdam, de Bruxelles et de Porto. La valeur recouvrable au titre de ces succursales est déterminée au moyen de calculs de la valeur d'usage.

Pour les fonds de commerce, la dépréciation est évaluée par révision de la valeur comptable de l'actif par rapport à sa valeur recouvrable, elle-même déterminée en calculant la valeur d'usage de l'unité génératrice de trésorerie concernée au moyen des projections de flux de trésorerie actualisés.

Les principales hypothèses utilisées dans les évaluations se fondent sur les projections de flux de trésorerie actualisées, préparées par la direction et portant sur une période de cinq ans. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après le budget du Groupe en 2025 et d'après le plan approuvé pour les deux exercices suivant le dernier exercice du budget. Les flux de trésorerie s'étendant au-delà de cette période sont extrapolés en appliquant des estimations du taux de croissance à long terme et des taux d'actualisation avant impôt.

La direction fonde ses calculs de la valeur d'usage de chaque unité génératrice de trésorerie sur les principales hypothèses relatives à la croissance à court et moyen terme du chiffre d'affaires et des coûts, aux taux de croissance économique à long terme (utilisés pour déterminer la valeur finale) et aux taux d'actualisation avant impôt, comme suit :

i) Les valeurs attribuées à la croissance à court et moyen terme du chiffre d'affaires et des coûts sont basées sur le budget 2026 et sur le plan approuvé du Groupe. Les hypothèses découlent d'une évaluation des tendances actuelles, des évolutions anticipées du marché et de la réglementation, de discussions avec les clients et fournisseurs ainsi que de l'expérience de la direction. Ces facteurs sont examinés conjointement avec les objectifs stratégiques à long terme du Groupe pour déterminer les hypothèses de croissance à court et moyen terme ;

ii) Les taux de croissance à long terme sont de 3,20 % (2024 : 3,36 %) correspondant aux prévisions internes de la direction, basées sur des estimations externes du PIB et de l'inflation

iii) L'effet des charges fiscales, basé sur le taux d'imposition des revenus des sociétés de 25 % et des déductions admises

iv) Le taux d'actualisation avant impôt de 9,56 % (2024 : 12,31 %) se fonde sur un certain nombre de facteurs, dont le taux sans risque, la prime de risque de marché estimée du Groupe et une prime visant à refléter les risques intrinsèques.

Résultat du test de dépréciation

Le résultat du test annuel de dépréciation des “immobilisations incorporelles amortissables” pour 2025 est nul.

Analyse de sensibilité

Les variations raisonnablement possibles des principales hypothèses et des taux sont détaillées ci-dessous, ainsi que l’impact probable sur la valeur d’usage ou sur la dépréciation :

Fonds de commerce

Au 31 décembre 2025	Scénario de référence	Ajustement	Dépréciation millions d’euros
Réduction des recettes de compensation	variables	-3 %	Pas de dépréciation
Taux de croissance de la trésorerie	3,20 %	-320 bp	Pas de dépréciation
WACC	7.61 %	+259 bp	Pas de dépréciation

Certaines caractéristiques des actifs incorporels ont été stressées dans le cadre du test de sensibilité, comme indiqué ci-dessus. Les résultats de cette analyse n’ont pas nécessité de dépréciation de la valeur des immobilisations incorporelles :

- Une réduction de 3 % des revenus de compensation n’entraîne pas de résultat négatif
- Une variation de 34 % sur le « Coût des Capitaux propres » n’entraîne pas de résultat négatif

18. Immobilisations corporelles

Valeur brute	2024 (en millions d’euros)	Acquisitions	Mises en production	Cessions / Dépréciation / Transfert	2025 (en millions d’euros)
Autres immobilisations corporelles	14,0	-	0,4		- 14,3
Immobilisations corporelles en cours	1,7	2,1	(0,4)		- 3,4
Immobilisations corporelles - Coût	15,7	2,1	0,0	-	17,8

Amortissements	2024 (en millions d’euros)	Dotations	Reprises	Diminution de valeur	2025 (en millions d’euros)
Autres immobilisations corporelles	4,5	1,6	-	-	6,1
Amortissements des Immobilisations corporelles	4,5	1,6	-	-	6,1
Immobilisations corporelles nettes	11,2				11,7

19. Dettes vis-à-vis des institutions financières

	2025 (en millions d’euros)	2024 (en millions d’euros)
Dépôts et comptes des établissements de crédit	939,1	1 870,2
Intérêts à payer à la Banque Centrale	-	-
Dettes sur opérations sur titres	411,5	745,6
Banques créditrices	0,0	0,5
Dettes vis-à-vis des institutions financières	1 350,6	2 616,2

Dans le but de garantir l’intégrité des opérations réalisées, LCH SA demande aux membres compensateurs de réaliser des dépôts de garantie par le processus d’appel de fonds. La nature de l’appel de fonds exigible, ainsi que les conditions gouvernant les appels sont déterminées par LCH SA. Ils sont ventilés par type de contrepartie : les établissements de crédit et la clientèle financière ci-après.

20. Dettes vis-à-vis de la clientèle financière

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Dépôts et comptes de la clientèle financière	891,1	175,0
Dettes vis-à-vis de la clientèle	891,1	175,0

21. Autres Passifs

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Dépôt de garantie	11 448,2	16 004,4
Fonds de défaut	8 221,1	6 259,3
Intérêts à payer sur dépôts de garantie	62,8	92,7
Couverture sur événement de crédit à livrer	1 050,6	2 859,1
Dettes de personnel	38,5	46,1
Dettes fiscales	3,6	3,9
Dettes fournisseurs	(3,1)	3,2
Recharges facturées par les sociétés du groupe	28,4	29,0
Autres créditeurs divers	0,3	0,2
Autres Passifs	20 850,4	25 298,0

Dépôt de garantie et fonds de défaut

Le dépôt de garantie peut être constitué en espèces, en titres ou en garanties bancaires ; il est expressément stipulé par LCH SA que seuls ces instruments sont éligibles.

Le collatéral déposé en espèces est enregistré au passif du bilan alors que les garanties bancaires et les titres sont enregistrés au hors-bilan. Le dépôt de garantie en espèces est valorisé quotidiennement, donnant lieu soit à un appel de marge additionnel, enregistré comme un actif à recevoir du membre compensateur, soit à un remboursement, enregistré au passif comme une dette vis-à-vis du membre compensateur.

Les dépôts de garantie en numéraire, incluant les marges initiales et les fonds de défaut, s'élèvent à 19,7 milliards d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 22,3 milliards d'euros). Les intérêts dus à la fin de l'année 2025 au titre des garanties des membres s'élèvent à 62,8 millions d'euros (2024 : 92,7 millions d'euros).

Dettes sociales

Les dettes sociales se composent principalement des provisions suivantes :

- Congés payés : 14,8 millions d'euros (2024 : 15,1 millions d'euros).
- Participation et intéressement : 5,9 millions d'euros (2024 : 6,0 millions d'euros).
- Primes : 6,9 millions d'euros (2024 : 5,9 millions d'euros).
- Dettes vis-à-vis des organismes sociaux : 1,9 millions d'euros (2024 : 3,2 millions d'euros).
- Autres rémunérations dues : 9,0 millions d'euros (2024 : 15,9 millions d'euros).

Dettes fiscales

Les dettes fiscales se décomposent comme suit :

- TVA : 0,9 millions d'euros (2024 : 0,9 millions d'euros).
- Taxe C3S : 1,9 millions d'euros (2024 : 1,9 millions d'euros).
- Autres impôts et taxes : 0.8 millions d'euros (2024 : 1,1 million d'euros).

Comptes fournisseurs

Toutes les dettes fournisseurs aux 31 décembre 2025 et 2024 avaient une échéance de moins de deux mois.

22. Provisions

	2024 (en millions d'euros)	Dotations	Reprises	2025 (en millions d'euros)
Provisions pour engagements sociaux				
Indemnités de fin de carrière	3,2	0,1	-	3,3
Médailles du travail	1,3	0,1	(0,1)	1,3
Autres provisions d'exploitation	4,5	0,2	(0,1)	4,6
Provisions pour risques opérationnels	-	1,1	-	1,1
Provisions	4,5	1,3	(0,1)	5,7

Les provisions pour engagements sociaux s'élèvent à 4,6 millions d'euros (2024 : 4,5 millions d'euros) ; elles représentent les indemnités que la Société devrait verser aux salariés en fin de carrière. Cette provision est calculée par un actuaire externe sur la base des hypothèses suivantes : un taux d'inflation de 2,0 %, un taux d'actualisation de 4,0 % et un taux annuel de progression des salaires de 2,5 %.

Les provisions pour risques opérationnels s'élèvent à 1,1 millions d'euros (2024 : nul) ; elles représentent les procédures prud'homales en cours, déterminées conformément aux principes comptables applicables, sur la base d'une appréciation du risque de perte et du montant estimé de l'obligation, tenant compte de l'état d'avancement des dossiers et des avis juridiques et sociaux disponibles.

23. Capitaux propres

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Capital social	113,1	113,1
Réserves légales	11,3	11,3
Autres réserves	32,6	32,6
Prime d'apport	0,7	0,7
Report à nouveau	311,2	345,7
	468,9	503,4
Bénéfice de l'exercice	85,0	65,5
Bénéfice en instance d'affectation	-	-
Acomptes sur dividendes	-	-
Capitaux propres	553,9	568,9

Au 31 décembre 2025, la Société comptait 7 416 700 actions ordinaires entièrement libérées en circulation, 15,24 euros chacune (2024 : 7 416 700).

En 2025, un dividende de 100,0 millions d'euros a été distribué à la suite de l'approbation par l'Assemblée Générale. La distribution a été entièrement financée par le résultat de l'exercice 2024, complété par un montant supplémentaire de 34,5 millions d'euros prélevé sur les réserves.

La variation des capitaux propres constatée en 2025 se décompose comme suit :

Capitaux propres au 31 décembre 2024	568,9
Dividendes	(100,0)
Bénéfice net de l'année	85,0
Bénéfice en instance d'affectation	-
Capitaux propres au 31 décembre 2025	553,9

24. Garanties et autres engagements

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Garanties données à la Banque de France	5 338,2	3 773,5
Credit Default Swap vendu	1 208 044,1	1 025 589,2
Garanties données	1 213 382,3	1 029 362,7
Titres à livrer	780 393,7	744 341,5
Engagements de compensation donnés	780 393,7	744 341,5
Titres reçus en garantie	32 794,8	32 820,3
Garanties à première demande reçues des banques	-	-
Cautions reçues de la DNB	-	137,8
Cautions reçues de la BNB	-	736,5
Credit Default Swap acheté	1 208 044,1	1 025 589,2
Garanties reçues	1 240 838,9	1 059 283,8
Titres à recevoir	779 979,2	742 934,2
Engagements reçus	779 979,2	742 934,2

Les garanties reçues enregistrent le collatéral lorsque le membre compensateur décide de verser son dépôt de garantie initial avec des garanties données par une contrepartie.

Les garanties données à la Banque de France représentent les titres déposés auprès de la Banque Centrale sous l'accord 3G. Cela offre la capacité à LCH SA de demander une ligne de crédit en cas de nécessité de liquidité. Ce montant a augmenté en 2025 à 5 338,2 millions d'euros (2024 : 3 773,5 millions d'euros).

Les titres à recevoir et à livrer sont des transactions sur le marché Fixed Income qui sont engagées mais pas encore dénouées. Le volume a augmenté à 780 393,7 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 744 341,5 milliards d'euros).

Les CDS achetés représentent le notionnel de la couverture de crédit à recevoir et les CDS vendus, le notionnel de la couverture de crédit à livrer en cas d'événement de crédit. Le volume des instruments dérivés de crédit a significativement augmenté à 1 208 044,1 millions d'euros (2024 : 1 025 589,2 millions d'euros).

25. Société consolidante

London Stock Exchange Group plc (LSEG) est la société mère ultime du groupe LCH, avec une participation totale de 94,41 % et est le plus grand groupe qui prépare des comptes consolidés. La société mère immédiate de LCH SA est LCH Group Holdings Limited (anciennement LCH Group Limited).

	2025 (en millions d'euros)	2024 (en millions d'euros)
Transactions avec les sociétés mères		
<i>Résultat</i>		
Services rechargés aux sociétés mères	-	(0,1)
Services rechargés par les sociétés mères	1,8	2,0
Services facturés par la société mère présentés en tant que coûts non sous-jacents	-	-
Total	1,8	1,9
<i>Etat de la situation financière</i>		
Montant dû aux sociétés mères au 31 décembre	(1,0)	(0,4)
Transactions avec d'autres entreprises		
<i>Résultat</i>		
Services rechargés à d'autres entreprises	(3,7)	(2,3)
Services rechargés par d'autres entreprises	22,1	25,2
Revenus de recharge de projets avec d'autres entreprises consœurs	(0,4)	(0,4)
Coût de recharge du projet d'autres entreprises consœurs	14,6	19,4
Total	32,7	41,9
<i>Etat de la situation financière</i>		
Montant dû aux sociétés consœurs au 31 décembre	(25,5)	(28,3)
Transactions avec une filiale		
<i>Résultat</i>		

Revenus de recharge du projet (déduction faite des frais administratifs)	-	-
Services refacturés à la filiale	-	-
Redevances et maintenance rechargées par l'associé	-	-
Total	-	-
<i>Etat de la situation financière</i>		
Immobilisations incorporelles acquises auprès d'une filiale (note 8)	-	-
Montant dû aux sociétés consœurs au 31 décembre	-	-

26. Jetons de présence

Le montant des jetons de présence versés en 2025 aux administrateurs s'est élevé à 627 787 euros. Ce montant exclut la rémunération du Directeur Général.

27. Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de LCH SA, 18, rue du Quatre septembre, 75002 Paris, France.

28. Evénements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs ont été évalués par la société jusqu'au 29 avril 2026, date à laquelle ces états financiers peuvent être publiés.

Aucun événement postérieur à la clôture n'a généré d'impact spécifique dans les états financiers 2025.

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2025 comme suit (en millions d'euros) :

	€
• Bénéfice de l'exercice	85,0
• Réserves distribuables	32,6
• Report à nouveau	311,2
• Sous-total	428,7
	€
• Affectation à la réserve légale (*)	-
• Affectation aux autres réserves	-
• Affectation au report à nouveau	25,0
• Affectation à partir du report à nouveau	-
• Dividende proposé	60,0
	85,0

(*) Il n'est pas prévu d'affectation à la réserve légale, cette dernière étant déjà dotée à son maximum

Conformément aux dispositions légales, elle prend acte de ce qui suit :

- Les dividendes distribués au titre de l'exercice 2022 étaient de 9,44 euros par action
- Aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice 2023.
- Les dividendes distribués au titre de l'exercice 2024 étaient de 13,48 euros par action

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de LCH SA, 18 rue du Quatre Septembre, 75002 Paris, France.